

EN MARCHE VERS UNE AUTRE CONSTITUTION

Le discours de cloture d'Olivier Faure à Blois l'a évoqué : nous sommes arrivés au bout de nos institutions. Nous pourrions parler d'une VIème république mais l'annonce d'une VIème république qui pourrait remettre en cause l'élection du président au suffrage direct dont les français sont très attachés, rebute.

Nous pouvons donc au moins œuvrer vers une Vème république renouvelée.

L'omnipotence du président de la république en lui donnant un rôle d'arbitre et d'impulsion éloigné des enjeux partisans devra être combattue.

Construire une France plus démocratique et plus juste, conduire la transformation écologique de notre société, développer le capitalisme coopératif, mettre fin à la frénétique dérégulation de la finance, rassembler les Français autour de valeurs républicaines renouvelées : c'est notre ambition.

Si la Vème république du Général de Gaulle a correspondu à une attente des Français après une IV république instable il est clair qu'elle ne répond plus aux enjeux d'aujourd'hui :

- Le président ne remet pas son mandat en jeu sur un référendum d'initiative citoyenne
- Le parlement est devenu une chambre d'enregistrement du Président qui remet au pas les députés de sa majorité dès que souffle un vent de contestation
- Les projets de loi sont souvent dictés par le gouvernement mais ne sont pas l'expression des citoyens
- L'opposition n'a aucune marge de manœuvre
- Le débat politique est frontal et stérile et n'aboutit à aucun consensus.
- La démocratie se résume en un chèque en blanc donné pour cinq ans à un seul homme, à l'issue d'une campagne devenue une pièce de théâtre de communication médiatisée mais pas un débat à l'écoute des besoins de nos concitoyens.

Indépendamment du contexte des dernières élections, nous ne pouvons nier que les citoyens ont été, depuis longtemps, écarté de la boucle des décisions, et les abstentionnistes vont progressant à chaque élection.

Savant dosage entre démocratie représentative et démocratie directe, la nouvelle constitution marquerait un changement profond, un nouveau contrat avec les citoyens. Il s'agirait d'une nouvelle société qui réconcilierait les citoyens et leurs dirigeants, elle serait le point de départ d'un renouveau démocratique nécessaire aux exigences sociales-écologiques de demain.